LES CONDITIONS DE RECRUTEMENT DES AGENTS CONTRACTUELS DE DROIT PUBLIC

DANS LES FONCTIONS PUBLIQUES TERRITORIALES ET HOSPITALIÈRES

L'agent contractuel est soumis aux mêmes conditions générales de recrutement que les agents titulaires ou stagiaires avec vocation à titularisation à l'exception de la condition du concours et de la nationalité française.

Article 2 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale

Article 3 du décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière

Les agents contractuels ne sont pas soumis à l'obligation de nationalité des fonctionnaires.

Cependant, les agents de nationalités étrangères à l'exception des ressortissants de la communauté européenne doivent être en situation régulière vis-à-vis des lois régissant l'immigration.

LE CASIER JUDICIAIRE

Les mentions portées au bulletin n° 2 du casier judiciaire de l'agent doivent être compatibles avec l'exercice des fonctions.

L'appréciation de la compatibilité de ce bulletin avec les fonctions que l'agent sera amené à exercer sera effectuée par l'autorité ayant le pouvoir de nomination 2 sous le contrôle du juge administratif.

Cette vérification est réalisée au cas par cas, au moment de la nomination, en fonction de critères tels que :

- la nature de l'emploi à pourvoir ;
- le niveau de responsabilité ;
- le délai écoulé depuis la peine infligée ;
- les circonstances des faits sanctionnés.

En outre les personnes de nationalité étrangère peuvent faire l'objet d'une enquête de la part de l'employeur public destinée à s'assurer qu'elles peuvent être recrutées par elle.

LA POSITION RÉGULIÈRE AU REGARD DU SERVICE NATIONAL ET LA JOUISSANCE DES DROITS CIVIQUES

L'agent contractuel de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de la communauté économique européenne doit, d'une part, jouir de ses droits civiques et, d'autre part, se trouver en position régulière au regard du code du service national.

L'APTITUDE PHYSIQUE AUX FONCTIONS

L'agent contractuel doit remplir les conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction qu'il a vocation à remplir compte tenu des possibilités de compensation du handicap.

Au moment de son recrutement, l'agent contractuel produit les certificats médicaux exigés pour être nommé à un emploi de fonctionnaire titulaire.

Décret n° 88-386 du 19 avril 1988 relatif aux conditions d'aptitude physique et aux congés de maladie des agents de la fonction publique hospitalière

Décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux

Au cas où le médecin généraliste a conclu à l'opportunité d'un examen complémentaire en vue de la recherche d'une des affections ouvrant droit à un congé de grave maladie, l'agent contractuel est soumis à l'examen d'un médecin spécialiste agréé.

Les examens médicaux prescrits par les médecins agréés sont effectués au sein de l'établissement, par les services médicaux de l'administration ou, à défaut, pris en charge par l'employeur public dans les limites des tarifs de remboursement du régime général de sécurité sociale sous réserve qu'ils ne donnent pas lieu à remboursement à d'autres titres.

LA QUALIFICATION

Enfin, les agents contractuels doivent avoir la qualification (diplômes, reconnaissance de l'expérience professionnelle...) requise lorsqu'elle est prévue par les statuts particuliers ou pour l'exercice de la profession.

DANS LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

NATIONALITÉ

Principe

Les agents contractuels ne sont pas soumis à l'obligation de nationalité des fonctionnaires.

Situation sur le territoire

Cependant, les agents de nationalités étrangères à l'exception des ressortissants de la communauté européenne doivent être en situation régulière vis-à-vis des lois régissant l'immigration.

6° de l'article 3 du décret 86-83

Exercice de certaines fonctions

Les agents contractuels de nationalité étrangère ou apatrides ne peuvent être recrutés pour pourvoir des emplois dont les attributions soit :

- ne sont pas séparables de l'exercice de la souveraineté ;
- comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de prérogatives de puissance publique.

Article 3-1 du décret 86-83

LE CASIER JUDICIAIRE

Ressortissant français

Pour être recruté :

- les mentions portées au bulletin n° 2 du casier judiciaire de l'agent doivent être compatibles avec l'exercice des fonctions ;
- l'agent ne doit pas avoir fait l'objet, dans un État autre que la France, d'une condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions ;

L'appréciation de la compatibilité de ce bulletin avec les fonctions que l'agent sera amené à exercer sera effectuée par l'autorité ayant le pouvoir de nomination sous le contrôle du juge administratif.

Cette vérification est réalisée au cas par cas, au moment de la nomination, en fonction de critères tels que :

- la nature de l'emploi à pourvoir ;
- le niveau de responsabilité ;
- le délai écoulé depuis la peine infligée ;
- les circonstances des faits sanctionnés.

Personnes de nationalité étrangère ou apatrides

L'agent étranger ne peut être recruté si, en France ou dans un État autre que la France, il a subi une condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions.

Les personnes de nationalité étrangère ou apatrides peuvent faire l'objet d'une enquête de la part de l'administration destinée à s'assurer qu'elles peuvent être recrutées par elle.

2° de l'article 3 du décret 86-83

LA POSITION RÉGULIÈRE AU REGARD DU SERVICE NATIONAL

L'agent contractuel de nationalité française ou étranger doit se trouver en position régulière au regard du code du service national de l'État dont il est ressortissant.

3° de l'article 3 du décret 86-83

Cette condition ne fait toutefois pas obstacle au recrutement d'un étranger ayant obtenu le statut de réfugié et au recrutement d'un apatride auxquels a été délivrée la carte de résident dans les conditions fixées au 9° de l'article L. 314-11 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

LA JOUISSANCE DES DROITS CIVIQUES

L'agent contractuel de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de la communauté économique européenne doit jouir de ses droits civiques.

1° de l'article 3 du décret 86-83

L'APTITUDE PHYSIQUE AUX FONCTIONS

L'agent contractuel doit remplir les conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction qu'il a vocation à remplir compte tenu des possibilités de compensation du handicap.

Au moment de son recrutement, l'agent contractuel produit les certificats médicaux exigés pour être nommé à un emploi de fonctionnaire titulaire.

Décret n° 86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires

Au cas où le médecin généraliste a conclu à l'opportunité d'un examen complémentaire en vue de la recherche d'une des affections ouvrant droit à un congé de grave maladie, l'agent contractuel est soumis à l'examen d'un médecin spécialiste agréé.

Les examens médicaux prescrits par les médecins agréés sont effectués au sein de l'établissement, par les services médicaux de l'administration ou, à défaut, pris en charge par l'employeur public dans les limites des tarifs de remboursement du régime général de sécurité sociale sous réserve qu'ils ne donnent pas lieu à remboursement à d'autres titres.

4° de l'article 3 du décret 86-83

CERTIFICAT DE SERVICE

L'agent ayant déjà été recruté par un employeur public de l'État doit fournir les certificats de travail attestant de son ancienneté de services publics.

5° de l'article 3 du décret 86-83

LA QUALIFICATION

Enfin, les agents contractuels doivent avoir la qualification (diplômes, reconnaissance de l'expérience professionnelle...) requise lorsqu'elle est prévue par les statuts particuliers ou pour l'exercice de la profession.